



Forum fiscal africain : les défis de la politiques budgétaire en Afrique

**Les 9 et 10 novembre, hôtel et centre de conférences
« Townhouse » - Le Cap**

**Remarques de bienvenue prononcées par Sanjeev Gupta,
Directeur adjoint du Département des finances publiques,
FMI**

Bonjour à tous,

Permettez-moi de commencer en exprimant mes remerciements à Monsieur Nhlanhla Nene, Vice-ministre des Finances, pour avoir ouvert le premier Forum fiscal africain. Ses remarques nous ont apporté matière à réflexion et elles guideront nos discussions au cours de la prochaine journée et demie.

C'est un plaisir pour moi d'être de retour au Cap, et je suis particulièrement heureux de retrouver tant d'amis provenant de différents ministères des Finances en Afrique. Je me réjouis également de pouvoir nouer de nouvelles amitiés à l'occasion de cet évènement.

Un peu de contexte sur le Forum fiscal me semble approprié. Le Département des finances publiques du FMI a lancé son premier Forum mondial au cours des réunions de printemps du FMI en avril 2010. Nous avons invité des décideurs politiques de 35 ministères des Finances du monde entier à venir partager leur expérience concernant la formulation et la mise en œuvre de politiques macroéconomiques budgétaires solides. Ce forum, ainsi que le Forum ultérieur de 2011, ont été accueillis favorablement par nos membres. Mais le Forum qui se tient à Washington ne peut inviter qu'un nombre limité de pays africains et tend à se concentrer sur des thèmes transversaux d'intérêts pour tous les membres du Fonds.

C'est pourquoi, au début de l'année, la Trésorerie nationale sud-africaine a proposé que nous organisions conjointement un Forum réservé aux décideurs politiques africains. Ainsi est né le premier Forum fiscal africain : une première pour toutes les régions.

Le thème du Forum, qui porte sur les défis de la politique budgétaire rencontrés par les décideurs politiques africains, est inspiré des événements actuels. Selon les prévisions, la croissance mondiale ralentira à 4% cette année et la suivante, contre 5% en 2010. La croissance des économies avancées stagnera autour de 1,5 à 2%. Des risques et des incertitudes accrus découlent aussi d'une chaîne de réactions négatives entre une croissance faible et des bilans publics et privés peu concluants. Pour la politique budgétaire des économies avancées, cette situation implique de trouver un rythme adapté de consolidation budgétaire qui ne compromette pas la crédibilité ni ne réduise la relance économique. Dans les pays au marché émergent et à faible revenu, la croissance a repris plus rapidement. Cependant, dans notre monde d'interconnexion, les risques d'effets pervers supplémentaires sont élevés.

C'est un contexte ardu pour les responsables politiques africains ; les événements mondiaux ont le pouvoir d'affecter les pays de la région par de nombreux biais. Les perspectives de croissance faible des partenaires commerciaux pourraient générer un choc négatif de la croissance comme nous l'avons vu en 2009. De même, les investissements directs étrangers, les budgets d'aide ou les envois de fonds peuvent également être négativement affectés. Même les pays mieux intégrés au système financier mondial pourraient souffrir de retombées suite à des changements brusques des flux de capitaux. L'autre porte ouverte rendant les pays africains vulnérables aux chocs est la hausse des prix des produits alimentaires et des carburants, dont les effets peuvent être assez inégaux dans la région. En ces jours incertains, il est essentiel que les pays renforcent leur résilience aux chocs. Le fait d'être dotés de solides volants budgétaires, représente un aspect important d'un tel effort. En revanche, la constitution de volants budgétaires est coûteuse, lorsque le pays doit par ailleurs faire face à des besoins en développement importants qui ne sont pas satisfaits, ainsi qu'à d'autres priorités de dépenses qui se font concurrence pour obtenir les ressources publiques rares. C'est un arbitrage politique difficile : quel est le bon équilibre entre le renforcement des marges de sécurité et l'affectation des ressources pour répondre aux besoins en développement ?

Les trois séances de ce Forum visent à susciter des débats autour des problèmes et des compromis politiques susmentionnés. Ce Forum vous offre l'occasion de partager votre expérience sur les défis et les priorités de la politique budgétaire. Nous vous encourageons à être ouverts et à participer activement aux débats. Vous

constaterez que vos collègues d'autres pays sont confrontés à des obstacles tout à fait semblables aux vôtres. En partageant nos expériences, nous pourrions tous bénéficier de meilleures solutions.

Je conclurai en me joignant au Vice-ministre, pour vous souhaiter à nouveau la bienvenue au premier Forum fiscal africain, ainsi que mes meilleurs vœux pour une expérience fructueuse et enrichissante durant la prochaine journée et demie. J'espère que ce Forum renouvèlera votre réflexion et vos idées sur la façon de faire face aux défis de la politique budgétaire dans vos pays respectifs.

Je vous remercie.